

3 de Mars, 2016

## **L'assassinat de Berta Caceres réveille l'indignation**

Nous condamnons l'assassinat de Berta Caceres, coordonnatrice générale et cofondatrice du Conseil national des organisations populaires et autochtones du Honduras (COPINH). Berta a été assassinée à La Esperanza, Intibuca, après que des individus aient fait irruption dans son domicile et lui aient tiré dessus.

Femme autochtone Lenca et leader communautaire, Berta a mené avec succès une campagne populaire forçant le plus grand constructeur de barrage du monde à se retirer du projet de barrage Agua Zarca. Il y a à peine un mois, le COPINH dénonçait une escalade de la répression et de la violence contre la communauté Rio Blanco, incluant Berta Caceres, alors que cette communauté menait des actions pacifiques visant à protéger la rivière Gualcarque contre la construction d'un barrage hydroélectrique par la compagnie hondurienne DESA, elle-même financée par des capitaux internationaux. Face à la violence utilisée contre sa personne, Berta Caceres devait bénéficier de mesures de protection assignées par la Commission interaméricaine des droits humains.

Berta Caceres était reconnue, autant au niveau national qu'international, comme une défenseure de l'environnement qui a lutté pour la reconnaissance des droits autochtones. En 2015, elle a été récipiendaire du prestigieux prix Goldman pour l'environnement, la plus haute distinction internationale reconnaissant les activistes environnementaux. Dans son discours de remerciement, elle a parlé de la répression dont elle était victime, 'on me suit, on menace de me tuer et de kidnapper ma famille, c'est à ce quoi nous devons faire face'. Berta Caceres a également joué un rôle important lors des manifestations contre le coup d'état de 2009 qui a renversé le président démocratiquement élu, Manuel Zelaya. Depuis le Coup, la situation des droits humains au Honduras s'est détériorée alors que les défenseur.e.s des droits humains et les leaders des mouvements sociaux sont quotidiennement assassiné.e.s et systématiquement criminalisés.

Le 1er octobre 2014, le Canada a signé un accord de libre-échange avec le Honduras, malgré l'opposition de la société civile et des organisations de travailleurs et travailleuses. L'entente assurait un appui diplomatique et économique à un gouvernement non démocratique responsable de violations des droits humains à grande échelle et de violence politique causant une inégalité extrêmement marquée.

Nous demandons au gouvernement du Canada qu'il condamne le meurtre et qu'il interpelle le gouvernement hondurien pour que ce dernier soutienne une enquête internationale indépendante.

On behalf of the New Democratic Party of Canada, Hélène Laverdière - critic for foreign affairs and Cheryl Hardcastle - member of House of Commons Subcommittee for International Human Alternatives

ALBA capitulo Canada

Amnesty International Canada

Association de protection de l'environnement des Hautes-Laurentides

Association québécoise des organismes de coop  ration internationale

ATTAC-Québec

Atlantic Regional Solidarity Network

British Columbia Government and Service Employees' Union

British Columbia Teachers' Federation

Bolivarian Circle Louis Riel

Canada-El Salvador Cooperation for Development

Canadian Jesuits international

Canadian Labour Congress

Canadian Peace Congress

Canadian Union of Postal Workers

Canadian Union of Public Employees

Carrefour de solidarité internationale de Sherbooke

Centre international de solidarité ouvrière

Centre de solidarité internationale Corcovado

Centre for Social Justice

Centre justice et foi

Cercle des Premieres Nations de l'UQAM

Centre for Research on Latin America and the Caribbean

Christian Peacemaker Teams Canada

Coalition pour que le Québec ait meilleure mine

CoDevelopment Canada

Collectif du Mur de femmes contre les oléoducs et les sables bitumineux

Colombia Action Solidarity Alliance

Comité de vigilance de Malartic

Comité pour les droits humains en Amérique latine

Common Frontiers

Confédération des syndicats nationaux

Confederation of Canadian Unions

Conférence religieuse Canadienne

Coordination du Québec de la Marche mondiale des femmes

Council of Canadians

Development and Peace

Entraide Missionnaire

Faculty Association of the University of St. Thomas

Fédération des femmes du Québec

Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec

Felician Franciscan Sisters of Canada

Idle No More  
Inter Pares  
Jesuit Forum for Social Faith and Justice  
Jesuits in English Canada  
Justice, Peace and Integrity of Creation  
Kairos: Canadian Ecumenical Justice Initiatives  
Latin American and Caribbean Solidarity Network  
Latin American Canadian Solidarity Association  
La Coordination du Québec de la Marche mondiale des femmes  
Le Réseau québécois des groupes écologistes signe sa solidarité  
Ligue des droits et libertés  
Maquila Solidarity Network  
Maritimes-Guatemala Breaking the Silence Network  
Mer et Monde  
MiningWatch Canada  
Mining Injustice Solidarity Network  
Movimiento Farabundista  
Norbert Piché, Directeur national Service jésuite des réfugiés  
Office for Systemic Justice  
OMI Lacombe Canada  
Ontario Secondary School Teachers' Federation  
Ontario Public Service Employees Union  
Peace and Justice Center of Eastern Maine  
Planet in Focus International Environmental Film Festival  
Public Service Alliance of Canada  
Presentation Sisters Newfoundland and Labrador  
Regroupement pour la surveillance du nucléaire  
Regroupement Vigilance Mines Abitibi-Témiscamingue  
Rights Action  
Solidarité Laurentides Amérique centrale  
Science for Peace  
Sept - Îles sans uranium  
SEIU Local 2  
Sierra Club Canada Foundation  
Taproot Faith Community - Toronto  
Toronto Archdiocesan Council for Development and Peace  
Unifor  
Union Paysanne  
United Church of Canada  
United for Mining Justice  
United Steelworkers  
Voyages Inter-cultures

Pour plus d'information ou pour signer:

Raul Burbano - Common Frontiers, 416 522 8615, [burbano@rogers.com](mailto:burbano@rogers.com)

Amelia Orellana - Comité pour les droits humains en Amérique latine - 514 257 8710 poste 334,  
[solidared@cdhal.org](mailto:solidared@cdhal.org)